

H

HABITABILITÉ. — Voy. *Constructions immobilières*.

HABITAT RURAL.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Henri Pourtalet et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique effective de l'habitat rural, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 15 janvier 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 280 ; rapport collectif le 8 mars par M. René Charpentier, n° 910 (voy. ci-dessous § 2, *Travaux communaux* §§ 2, 3, *Voirie rurale*).

§ 2. — Proposition de résolution de M. Olivier de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à prendre, dans le plus bref délai, les dispositions nécessaires à l'amélioration et à la modernisation de l'habitat rural et de l'équipement des campagnes, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 février 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 361 ; rapport collectif le 8 avril par M. René Charpentier, n° 910 (voy. ci-dessus § 1, *Travaux communaux* §§ 2 et 3, *Voirie rurale*).

§ 3. — Voy. *Impôts*, § 24. — *Travaux communaux*, §§ 2 et 3.

HALLES CENTRALES DE PARIS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de Mme Germaine Degrand et plusieurs de ses collègues, tendant

à l'abrogation de la loi du 11 juin 1896 portant réglementation des Halles centrales de Paris et à la réorganisation complète de ce marché reconnu d'intérêt public national, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 décembre 1945 (3^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 249.

§ 2. — Proposition de loi de Mme Denise Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression des mandataires et commissionnaires des Halles, et à la mise en régie autonome des Halles centrales de Paris, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 mars 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 724.

HALLES CENTRALES (Réorganisation des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RAVITAILLEMENT), *Discussion générale*.

HAUTE-COUR DE JUSTICE. — Voy. *Constitution*, §§ 9, 11, 13. — *Organisation judiciaire*, §§ 1, 9, 14.

HERBORISTE (Profession d'). — Proposition de loi de M. Jean Courtecuisse et plusieurs de ses collègues tendant à abroger le décret du Gouvernement de Vichy en date du 11 septembre 1941 et ayant trait à la profession d'herboriste, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 mars 1946 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 809.

HEURES.

— perdues. — Voy. *Travail* (réglementation du), § 3.

— supplémentaires (paiement des). — Voy. *Enseignement supérieur*, § 1. — *Travail* (réglementation du), §§ 1, 7, 12.

HOPITAUX (Modernisation des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

HOSTILITÉS (Cessation des). — Voy. *Guerre de 1939-1945*, §§ 2, 14.

HOTELS (Réquisitions d'). — Proposition de résolution de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réglementer les réquisitions d'hôtels ou pensions de famille présentant un intérêt touristique, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 décembre 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale et pour avis à la Commission des affaires économiques), n° 182 ; rapport le 26 février 1946 par M. Virgile Barel, n° 518. Adoption le 23 mars 1946. — Proposition de loi n° 72.

HOUILLÈRES (Structure économique générale des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2, (PRODUCTION INDUSTRIELLE), *Discussion générale*.

HOUILLÈRES NATIONALES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS. — Voy. *Mines*, § 6.

HUISSIERS.

§ 1^{er} — Proposition de loi de M. Tony Révillon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le

27 mars 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 770.

§ 2. — Voy. *Alsace et Lorraine*, § 14.

HYGIÈNE ET SANTÉ PUBLIQUES.

§ 1^{er}. — Projet de loi relatif à l'exercice des professions d'assistantes ou d'auxiliaires de service social et d'infirmières ou d'infirmiers, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 février 1946 par M. Robert Prigent, Ministre de la santé publique et de la population (renvoyé à la Commission de la famille), n° 511 ; Rapport le 26 mars (2^e séance) par M. Paul Guilbert, n° 761 ; Adoption sans débat le 4 avril 1946 (2^e séance). — Projet de loi n° 93.

Loi du 8 avril 1946, promulguée au *Journal officiel* des 8 et 9 avril.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Henri Joannon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'obligation pour chaque canton d'avoir au moins une assistante sociale diplômée, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 7 mars 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la famille), n° 605.

§ 3. — Proposition de loi de M. Brichot et plusieurs de ses collègues tendant à rendre obligatoire la déclaration des cas de tuberculose, au service médical départemental, par les médecins traitants ou consultants, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 28 mars 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la famille), n° 792 ; Rapport le 11 avril (3^e séance) par M. Brichot, n° 981 ; Adoption sans débat le 20 avril 1946. — Proposition de loi n° 171.

§ 4. — Proposition de loi de M. Paul Guilbert et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer l'exercice des professions de masseur-gymnaste médical et de pédicure, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 4 avril 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la famille), n° 864 ; Rapport le 4 avril (2^e séance) par M. Paul Guilbert, n° 870 ; Adoption sans débat le 13 avril 1946 (2^e séance). — Proposition de loi n° 136.

Loi du 30 avril 1946, promulguée au *Journal*

officiel du 1^{er} mai (Voir rectificatif publié au *Journal officiel* des 13 et 14 mai).

§ 5. — Proposition de résolution de M. Auguste Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réorganiser la lutte antituberculeuse et à multiplier les dispensaires d'hygiène sociale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 avril 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission de la famille), n^o 955.

§ 6. — Projet de loi modifiant l'article 40 de l'ordonnance du 24 septembre 1945, sur l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 17 avril 1946 (2^e séance) par M. Robert Prigent, Ministre de la Santé publique et de la Population (renvoyé à la Commission de la famille), n^o 1077.

§ 7. — des travailleurs. — Voy. *Travail* (réglementation du) § 8.

